



Paris, le 1^{er} décembre 2008

GRÈVE DU 28 NOVEMBRE

Une mobilisation à prendre en compte

35% de nos collègues ont répondu à l'appel de l'intersyndicale à cesser le travail vendredi 28 novembre. Sur la seule revendication salariale. Et ce malgré un contexte social délicat et des pressions démesurées exercées par la hiérarchie pour dissuader les salariés de participer au mouvement de grève.

UNE MOBILISATION SIGNIFICATIVE

Ce résultat global reflète certes des réalités diverses sur le territoire, les taux de participation s'échelonnant de 10 à 70 % selon les entreprises. Mais des centaines d'agences sont restées fermées et beaucoup d'autres ont fonctionné en mode dégradé. Des rassemblements de grévistes ont été organisés à Paris devant la CNCE et dans les régions. Les médias nationaux et régionaux, radios notamment, ont relayé l'information et recueilli des interviews de militants syndicaux et témoignages de salariés grévistes.

La réussite de ce mouvement, concentré sur les seules questions salariales, démontre qu'un réel potentiel de mobilisation existe aujourd'hui dans nos entreprises.

Ce mouvement de grève, qui a reçu le soutien de l'Intersyndicale du Crédit Foncier et d'une délégation de Natixis, a touché largement les Caisses et l'informatique, mais aussi la CNCE et des plateformes téléphoniques.

Cette mobilisation d'une journée a permis de faire bouger le curseur **des propositions patronales qui demeurent toujours très insuffisantes** compte tenu de l'évolution du coût de la vie (3% en 2008 et 2% en 2009 selon l'INSEE) :

<i>Propositions employeurs</i>	<i>28 novembre</i>	<i>13 novembre</i>
Augmentation générale	1% au 1 ^{er} janvier avec plancher annuel à 300€	0,8% au 1 ^{er} juillet (0,4% annuel) avec plancher annuel à 280€
Supplément intéressement	1000 € en moyenne	500 puis 800 € en moyenne
Revalorisation des RAM	+2% pour T1 – T2 – T3	+2% pour T1 – T2 – T3

SALAIRES, SUPPRESSIONS D'EMPLOIS, SOUFFRANCE AU TRAVAIL, CONDITIONS DE TRAVAIL...

Pour l'intersyndicale, contrairement aux affirmations patronales, la question salariale n'est pas close. Et d'autres sujets sont pendants : suppressions d'emplois, souffrance au travail, conditions de travail... **Autant de sujets qui nécessitent de nouvelles mobilisations tant que les dirigeants du Groupe persisteront à la mise en œuvre d'une politique anti sociale.** L'intersyndicale se réunira le 5 décembre pour envisager et préparer d'autres pistes d'actions à mener.

Cette journée d'action a fait la démonstration qu'un véritable potentiel de mobilisation existe. L'intersyndicale mettra tout en œuvre pour transformer cette énergie en vue d'apporter les bonnes réponses aux problématiques sociales de l'heure.

Sans nier les difficultés que traversent nos entreprises, comme l'ensemble du monde bancaire, nous n'entendons pas que les salariés payent les conséquences des choix stratégiques et décisions pris par nos dirigeants. La justice et l'équité commandent d'autres réponses. Avec l'unité de l'ensemble des salariés et des organisations syndicales, nous pouvons être en capacité de les imposer.

FAIRE CONDAMNER L'ENTRAVE AU DROIT DE GRÈVE

Nous avons recueilli de nombreux témoignages d'entrave au droit constitutionnel qu'est le droit de grève, exercée par la hiérarchie. Des menaces de répression (ajournement de promotion et/ou de prime, gel de carrière, mutation et même licenciement) ont été proférées à l'encontre de salariés. Nous donnerons les suites judiciaires que ces comportements méritent. Ceci envers leurs auteurs directs et les dirigeants des entreprises concernées, juridiquement responsables.